ENTENTE

Entre

LA COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES (CSMM)

ci-après appelée « la Commission »

et

LE SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA RÉGION DE LA MITIS (SERM)

ci-après appelé « le Syndicat »

OBJET : Services d'éducation préscolaire – Temps hebdomadaire minimum prescrit

Considérant le grief 1015-011 (No greffe : 2015-0000607-5110) déposé le 21 octobre 2011;

Considérant les griefs subséquents qui ont suivi l'année scolaire 2011-2012 :

- grief 1015-028 (No greffe : 2015-0001440-5110), déposé le 29 août 2012,
- grief 1015-064 (No greffe : 2015-0002462-5110), déposé le 28 août 2013,
- grief 1015-088 (No greffe : 2015-0003730-5110), déposé le 19 septembre 2014,
- grief 1015-119 (No greffe : 2015-0005031-5110), déposé le 31 août 2015;

Considérant les différentes décisions rendues en lien avec le présent dossier :

- sentence interlocutoire arbitrale rendue le 12 mars 2013 (No 5110-15-08657),
- décision de la Commission des relations du travail rendue le 17 avril 2015 (No 2015 QCCRT 0200),
- sentence arbitrale intérimaire rendue le 7 décembre 2015 (No 5110-15-08991);

Considérant la *Loi sur l'instruction publique* (ci-après appelée «LIP») et le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, primaire et de l'enseignement secondaire (ci-après appelé «Régime pédagogique»);

Considérant que la Commission confie 22 heures d'activités de formation et d'éveil par cycle d'enseignement à chaque enseignante et enseignant titulaire assurant l'enseignement dans les classes du préscolaire (champ 2), auxquelles s'ajoutent 30 minutes par cycle d'enseignement comptabilisées dans la tâche éducative de ces enseignantes et enseignants pour la réalisation des activités d'habillage et de déshabillage des élèves, qui sont effectuées en dehors des périodes d'enseignement prévues à l'horaire des élèves;

Considérant que la Commission confie 1 heure d'activités de formation et d'éveil par cycle d'enseignement à chaque enseignante et enseignant assurant l'enseignement de la spécialité éducation physique et à la santé (champ 5) dans les classes du préscolaire;

Considérant l'intention des parties de convenir d'une solution alternative aux litiges qui les opposent;

Considérant les discussions tenues entre les parties, celles-ci conviennent que les dispositions qui suivent régissent l'objet mentionné en titre comme si elles faisaient partie de la convention collective locale, et ce, sous réserve de l'acceptation des instances respectives des parties.

SANS PREJUDICE, NI ADMISSION, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Pour les élèves du préscolaire, la Commission confie au personnel enseignant assurant l'enseignement dans les classes du préscolaire, un minimum de 23 heures 30 minutes d'activités de formation et d'éveil par semaine¹ pour chacune des classes du préscolaire, conformément au temps hebdomadaire prescrit à être consacré aux services éducatifs pour l'élève de l'éducation préscolaire au Régime pédagogique en vigueur à la signature de la présente entente.

¹ On entend par semaine, une organisation de l'enseignement sur un cycle de 5 jours. Dans le cas où l'organisation de l'enseignement est sur un cycle différent de 5 jours, les nombres d'heures mentionnés à la présente entente sont ajustés proportionnellement.

2. Advenant une modification au Régime pédagogique qui toucherait le temps hebdomadaire prescrit à être consacré aux services éducatifs pour l'élève de l'éducation préscolaire et dans la mesure où la Commission revoit le nombre d'heures d'activités de formation et d'éveil par cycle d'enseignement pour chacune des classes du préscolaire à être confié au personnel enseignant assurant l'enseignement dans les classes du préscolaire, en plus de procéder aux consultations conformément à la convention collective et la LIP, elle s'engage :
- 2.1. à confier au personnel enseignant assurant l'enseignement dans les classes du préscolaire, un nombre d'heures par cycle d'enseignement pour chacune des classes du préscolaire correspondant minimalement au temps hebdomadaire prescrit au Régime pédagogique à être consacré aux services éducatifs pour l'élève de l'éducation préscolaire;
- 2.2. à annoncer son intention par un avis écrit au Syndicat au plus tard le 30 avril de l'année en cours pour une application visant l'année scolaire suivante, si cette intention vise à revoir à la baisse le nombre d'heures par cycle d'enseignement pour chacune des classes du préscolaire confiée au personnel enseignant assurant l'enseignement dans les classes du préscolaire; à défaut, la Commission maintient ce nombre tel qu'il était auparavant.
3. La Commission et le Syndicat conviennent d'apporter les modifications suivantes à la convention collective locale :
- 3.1. Par le remplacement de la section 5.5 de l'article 8-5.05 :
- 8-5.05 Modalités de distribution des heures de travail
- 5.5 La tâche éducative d'une enseignante ou d'un enseignant du préscolaire (champ 2) doit contenir :
- Un minimum de 30 minutes d'encadrement par cycle de 5 jours, sans moments précis déterminés à l'horaire.
 - **Un minimum de 30 minutes en activités de formation et d'éveil (enseignement) par cycle de 5 jours pour le temps d'habillage et de déshabillage des élèves effectué en dehors des périodes d'enseignement prévues à l'horaire des élèves, conformément à la clause 8-6.05 D).**
- 3.2. Par l'ajout des paragraphes suivants à la clause 4.2.01 portant sur les modes, objets et mécanismes de participation au niveau de la Commission :
- v) des modalités d'opérationnalisation du paragraphe E) de la clause 8-6.05 et de la mise en place d'une tâche éducative annualisée du personnel enseignant du préscolaire (champ 2);
4. Dans les 15 jours ouvrables suivant la signature de la présente entente, le Syndicat informe l'arbitre et le Greffe de l'éducation de la fermeture pour règlement hors cour des griefs énumérés aux 2 premiers «*Considérant*» de la présente entente.
5. Le Syndicat s'engage à verser à l'arbitre le montant prévu à la convention collective pour l'annulation de l'audience prévue les 27 et 28 avril 2016 ainsi que les frais et honoraires de l'arbitre en lien avec la sentence interlocutoire arbitrale rendue le 12 mars 2013 (No 5110-15-08657),
6. La Commission s'engage à verser à l'arbitre les frais et honoraires de l'arbitre en lien avec la sentence arbitrale intérimaire rendue le 7 décembre 2015 (No 5110-15-08991);

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ

à Sydney, le 27 avril 2016.

à Mont-Joli, le 3 mai 2016.

Pour la Commission scolaire
des Monts-et-Marées

Pour le Syndicat de l'enseignement
de la Région de la Mitik